

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Numérique : le gouvernement en quête d'une meilleure stratégie

G.R.M  
Libreville/Gabon

EN diagnostiquant le secteur du numérique, le cabinet international Manstrict Consulting vient de mettre en lumière plusieurs insuffisances. Celles-ci ont été répertoriées dans un rapport remis à Laurence Ndong, ministre en charge des Nouvelles technologies, qui fait état d'une stratégie nationale pour le secteur.

" La stratégie d'ensemble de développement numérique au Gabon est la même depuis 2011, avec principalement la

mise en place d'infrastructures digitales, ainsi que l'établissement et la facilitation des usages digitaux ", a indiqué David Mbouroukounda, co-fondateur de Manstrict Consulting. Ces dernières années, des diagnostics ont été faits par l'État, notamment dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT). Mais également par des partenaires financiers comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Fonds monétaire international. Tout le monde est unanime quant au fait que le numérique n'est plus

uniquement un simple support, mais un levier stratégique à la disposition de l'État. C'est pourquoi on note que les 12 ans d'investissement et de développement numérique ont et continuent à contribuer à la croissance économique du pays. En fait, l'État pensait que l'investissement dans les infrastructures était le plus important. Or, les résultats de l'objectif du " tout numérique de l'administration publique " sont insignifiants. Probablement du fait des difficultés dans l'exécution des projets, notamment par le manque de coordination technique entre les différents acteurs.

Les 53 recommandations présentées à la ministre Laurence Ndong montrent donc les défis du numérique du gouvernement. Elles soulignent l'urgence de rectifier la trajectoire de la stratégie nationale numérique, tout en indiquant des pistes pour fluidifier l'exécution des



Photo: DR

La ministre Laurence Ndong (c) au fait des recommandations du cabinet Manstrict Consulting.

projets, garantir la rentabilité économique des projets, assurer la valorisation ou l'utilité des investissements vis-à-vis de l'Etat et de la société. Ces recommandations visent également à garantir un Etat de droit propice à l'éclosion du numérique et, enfin, avec toutes les composantes, indiquent comment parvenir à renforcer les capacités de l'État.

Au total, que ce soit sur fonds propres ou des prêts, le Gabon a investi énormément d'argent dans les infrastructures numériques pour des résultats en deçà des attentes. Aujourd'hui, le défi du gouvernement est de favoriser le développement concret du secteur, avec une architecture bien différente que ce que l'on a fait jusqu'ici.

## Africa United Airlines : reprise des vols commerciaux



Photo: AEE

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

AFRICA United Airlines, branche avion d'Avantis Aviation & Services, vient d'informer sa clientèle de la reprise de ses vols domestiques, à partir de ce vendredi 17 novembre 2023.

En effet, avec l'accompagnement significatif de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), la compagnie a été autorisée à reprendre ses vols après 5 semaines d'inactivité.

" Depuis le 15 septembre 2023, date du vol de lancement d'Avantis Aviation & Services, la compagnie s'est engagée à apporter une alternative aux voyageurs de l'espace aérien gabonais, avec un service de qualité et aligné à la réglementation gabonaise du transport aérien. C'est l'occasion pour Africa United Airlines de réitérer ici son profond attachement à assurer ses vols

en réponse aux besoins exprimés par sa clientèle ", indique son directeur général.

Avant de poursuivre : " Dès maintenant, nos agences de ventes directes, les agences de voyages agréées et notre site de vente en ligne, sont ouverts pour vos réservations. Nos sincères remerciements à vous, nos clients, et à tous ceux qui n'ont jamais cessé de nous témoigner leur soutien et leur confiance. Vous êtes nombreux à nous avoir laissé des e-mails, à nous avoir écrit sur les réseaux sociaux, et même à être venus à notre rencontre. Nous vous en sommes reconnaissants ! Nous tenons aussi à remercier toutes les autorités gabonaises pour leur implication, ainsi que tous nos partenaires qui ont fait preuve d'une patience et d'une compréhension remarquables durant cette période d'inactivité".

## Transparence fiscale : le Gabon au 22e rang africain

MSM  
Libreville/Gabon

LE Gabon se classe au 22e rang des pays en matière de transparence dans les dépenses fiscales en Afrique et au 89e au niveau mondial. C'est la conclusion du dernier rapport de l'Indice mondial de transparence des dépenses fiscales (GTETI) rendu public le 9 octobre 2023.

Le Gabon a obtenu la note de 11,3/20 pour la mise en place d'un cadre institutionnel garantissant transparence et responsabilité, et la note de 12/20 pour les données sur les recettes fiscales perdues et leurs évaluations.

Sur les autres critères, notre pays enregistre les notes médiocres de 4/20 pour la qualité des informations relatives à la méthodologie des rapports ; 4/20 pour la mise à disposition



Photo: DR

publique des rapports fiscaux et 1,6/20 pour la précision des informations sur les entreprises cibles.

Dans le rapport GTETI, le Gabon arrive néanmoins derrière le Cameroun dans la zone Cémac mais devant la République centrafricaine, le Tchad, le Congo et, enfin, la Guinée équatoriale.

Sur le continent, le pays le plus transparent en matière fiscale

est le Bénin, suivi du Niger, de la Tunisie et du Maroc.

Il faut savoir que dans l'Indice mondial de transparence des dépenses fiscales, les pays sont évalués sur la base de 5 critères : la disponibilité publique des rapports sur les dépenses fiscales ; le cadre institutionnel ; la méthodologie utilisée ; les informations détaillées sur les entreprises cibles et celles sur les recettes perdues.